

SA-4913

PREFECTURE DE LA REGION PICARDIE

LE PREFET DE REGION
PREFET DE LA SOMME
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR

Vu le Livre V, titre II du code du patrimoine ;

Vu le décret n°2002-89 du 16 janvier 2002 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive ;

Considérant que des travaux d'aménagement sont envisagés sur les terrains sis à :

Attichy et Bitry - Oise

travaux faisant l'objet d'une demande d'autorisation d'exploitation de carrière déposée par :

ROUTIERE MORIN
siège social : BP 39
02290 Vic-sur-Aisne

demande enregistrée le 9 juillet 2001 et référencée au service régional de l'archéologie sous le numéro 736,

Considérant que, en raison de leur localisation, de leur nature et de leur importance, les travaux envisagés sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique, car ils sont situés sur une zone sensible et à proximité d'un site archéologique connu (site 2 AH : sépulture du 2^e âge du fer),

Considérant qu'il est nécessaire de mettre en évidence et de caractériser la nature, l'étendue et le degré de conservation des vestiges archéologiques éventuellement présents afin de déterminer le type de mesures dont ils doivent faire l'objet,

ARRETE

Article 1er : un diagnostic archéologique sera réalisé préalablement aux aménagements envisagés par :

ROUTIERE MORIN
siège social : BP 39
02290 Vic-sur-Aisne

sur le(s) terrain(s) sis à :

ATTICHY, Oise lieu-dit "l'Avenue", , section ZO, parcelle n° 52

ATTICHY, Oise lieu-dit "La Mer", , section D, parcelles n° 73, 74, 75 et 76 p,

BITRY, Oise, lieu-dit "Proche la Maladrerie", section ZC, parcelle n°52,

BITRY, Oise, lieu-dit "Proche le Bac", section ZC, parcelle n°55,

BITRY, Oise, lieu-dit "Le Buissonnet", section ZC, parcelles n°540p, 42 à 49, et 56,

Le diagnostic archéologique comprend, outre une phase d'exploration du terrain, une phase d'étude qui s'achève par la remise du rapport sur les résultats obtenus.

Article 2 : Le diagnostic sera réalisé sous la maîtrise d'ouvrage de l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives. Les conditions de sa réalisation seront fixées contractuellement en application de l'article L.523-7 du code du patrimoine susvisé.

Il sera exécuté conformément au projet d'opération élaboré par l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives sur la base des prescriptions suivantes :

Article 3 : l'emprise du diagnostic est définie comme suit :

Le diagnostic portera sur la totalité de la surface exploitable et sera réalisé en une seule tranche.

Un plan parcellaire joint en annexe délimite l'emprise du diagnostic.

Article 4 : les principes méthodologiques du diagnostic sont définis comme suit :

La détection des vestiges nécessitera, au préalable, la désignation d'un responsable scientifique d'opération, qui devra consulter les informations de la Carte Archéologique et prendre contact avec l'agent du service régional de l'archéologie en charge du suivi du dossier.

La détection des vestiges nécessitera la réalisation de tranchées continues et de sondages profonds, représentant au moins 10 % de la totalité de l'emprise concernée. Ces tranchées et sondages seront répartis régulièrement et orientés en fonction de la topographie du terrain et/ou de l'orientation du cours d'eau le plus proche. Un géomorphologue sera affecté à cette opération.

Si des vestiges ou indices archéologiques sont détectés durant cette phase, des fenêtres complémentaires seront ouvertes afin de caractériser ceux-ci. La fouille partielle d'un nombre significatif de structures sera réalisée afin de rechercher des éléments de datation et d'évaluer le degré de conservation.

A l'issue du diagnostic, toutes les ouvertures seront remblayées.

Article 5 : les objectifs du diagnostic sont définis comme suit :

Le diagnostic doit, dans une même opération, répondre à deux objectifs : détection et caractérisation des vestiges archéologiques. Les éléments de caractérisation du site comportent notamment : son emprise, sa nature, sa datation, son état de conservation, sa profondeur d'enfouissement et son potentiel environnemental.

Le projet de diagnostic présenté par l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives pour répondre à ces objectifs pourra éventuellement être présenté en deux parties (détection et caractérisation des vestiges) pour répondre aux objectifs fixés par la prescription.

Il comprendra :

- la qualification du responsable d'opération
- la durée de l'opération,
- la composition de l'équipe de terrain et de laboratoire (nature et compétence),
- les moyens mécaniques,
- les moyens spécifiques (spécialistes éventuels, ...),
- ainsi que toutes propositions de techniques ou de méthodes aptes à répondre aux objectifs.

A l'issue du diagnostic, le rapport, établi par le responsable scientifique de l'opération, sera transmis par l'INRAP, en cinq (5) exemplaires, au Préfet de région (Direction régionale des affaires culturelles de Picardie, service régional de l'archéologie).

Il devra comporter les données administratives et techniques liées à l'opération, mentionner et justifier les méthodes et techniques utilisées pour la détection et la caractérisation des occupations archéologiques, présenter distinctement les données archéologiques et leur caractérisation, ainsi que toutes données nécessaires au Préfet de région pour prescrire éventuellement une fouille archéologique préventive et établir son cahier des charges scientifiques.

L'inventaire complet du mobilier sera joint en annexe du rapport de diagnostic (également en 5 exemplaires). Il devra mentionner les références de l'opération et le (les) nom(s) du (des) propriétaire(s) à la date de début de l'intervention de terrain. Il sera présenter par parcelles cadastrales et par tranchées ou structures archéologiques.

Article 6 : le diagnostic archéologique portera sur une superficie totale de 430.000 m² conformément au plan annexé au présent arrêté.

Article 7 : le mobilier archéologique recueilli au cours de l'opération de diagnostic est conservé par l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives le temps nécessaire à son étude qui, en tout état de cause, ne peut excéder deux ans à compter de la date de fin de la phase terrain du diagnostic.

L'inventaire de ce mobilier, transmis avec le rapport de diagnostic, sera communiqué par le service régional de l'archéologie au (x) propriétaire (s) des terrains, afin que, le cas échéant, celui puisse faire valoir ses droits.

Article 8 : le directeur régional des affaires culturelles est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au directeur général de l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives, au directeur de la Routière MORIN et au Préfet du département de l'Oise (Direction de la Réglementation, des Libertés Publiques et de l'Environnement)

En application de l'article 17 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, modifié par le décret n° 2002-89, susvisé, l'arrêté d'autorisation mentionnera que la réalisation des travaux est subordonnée à l'accomplissement préalable des prescriptions archéologiques.

Fait à Amiens, le 22 JUIN 2004

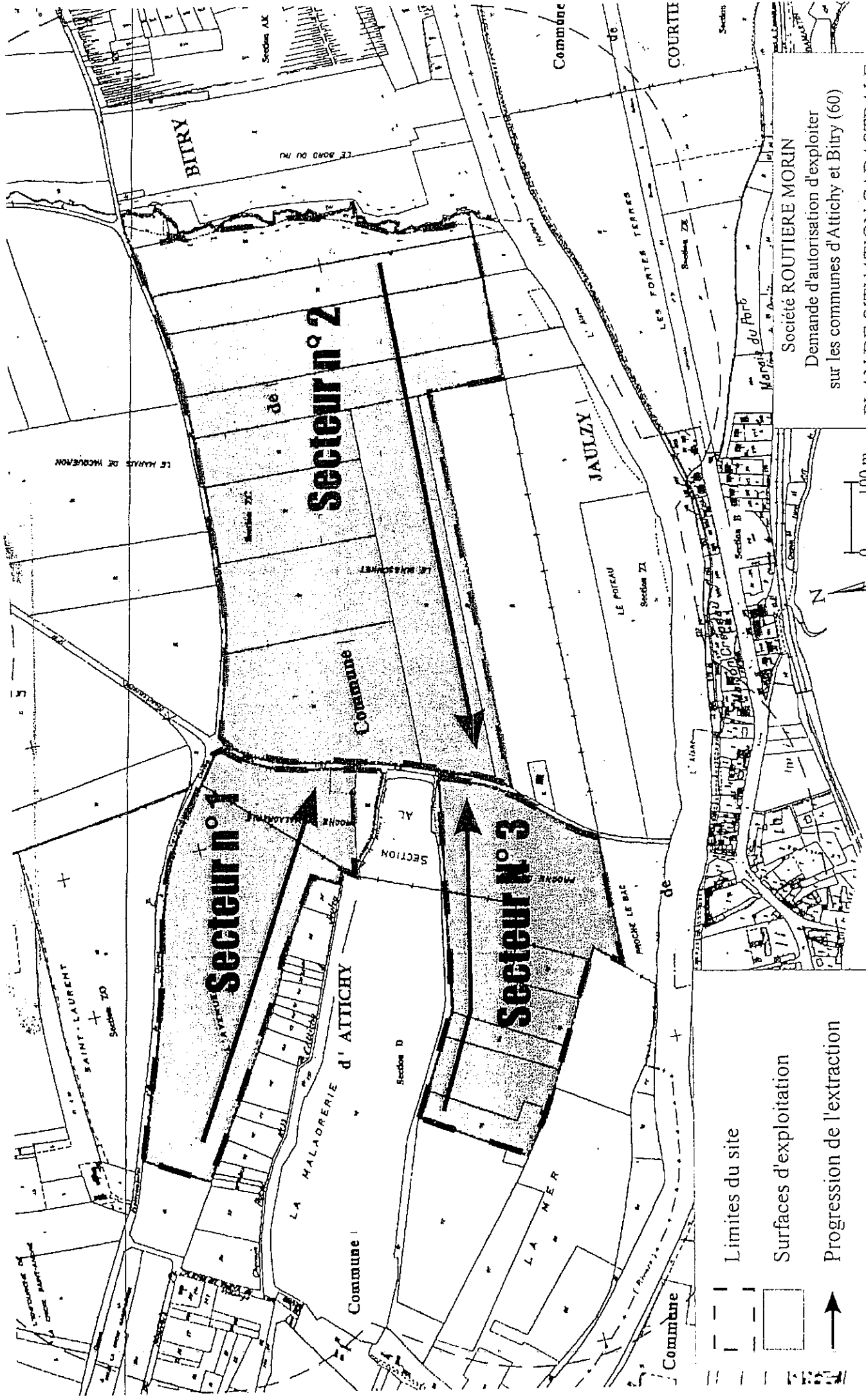
Pour le Préfet de la région Picardie,
et par délégation

Pour le directeur régional
des affaires culturelles, empêché

le conservateur régional de l'archéologie

J.-L. Collart





Société ROUTIERE MORIN
Demande d'autorisation d'exploiter
sur les communes d'Attichy et Bitry (60)

PLAN DE SITUATION CADASTRALE
DU PROJET D'EXPLOITATION

Bureau d'Etudes GEOGRAM - Reims

*enquête du
diagnostic archéologique*